

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 19 septembre 2024

Au deuxième trimestre 2024, l'investissement total au Mexique représenterait 24,5 % du PIB, en légère hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent.

LE CHIFFRE A RETENIR

24,5 %

Total de l'investissement
au second trimestre 2024
en fonction du PIB

L'investissement privé aurait progressé de 1,2 % sur le deuxième trimestre 2024, soulignant son rôle dominant dans la formation de capital. L'investissement public aurait quant à lui enregistré une contraction de 5,2 %, poursuivant sa tendance à la baisse depuis plusieurs trimestres.

Sur une base annuelle, l'investissement total aurait augmenté de 4,6 %, principalement soutenu par une hausse de 5,5 % de l'investissement privé, tandis que l'investissement public se serait contracté de 2,2 %.

Pour rappel, entre la mi-2018 et le premier trimestre 2021, tant l'investissement public que privé auraient affiché des taux annuels négatifs, en grande partie en raison d'une incertitude juridique accrue et de la pandémie, deux facteurs ayant augmenté la perception du risque dans le pays. Il aurait amorcé une reprise significative à partir de la fin d'année 2022.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Réserve fédérale américaine (Fed) a abaissé son taux d'intérêt directeur, de 50 points de base (pdb), pour la première fois en quatre ans, faisant chuter le peso mexicain. Cette réduction de 50 pdb place le taux d'intérêt directeur de la Fed dans une fourchette comprise entre 4,75 à 5 %. L'absence de consensus sur le marché quant à l'ampleur de la baisse annoncée du taux directeur de la Fed et les craintes sur les perspectives de croissance de l'économie américaine ont provoqué une forte volatilité sur les marchés financiers ce mercredi 18 septembre. Le peso mexicain aurait été la devise des marchés émergents la plus dépréciée ce jour-là, enregistrant une baisse de 0,81 % de sa valeur face au dollar et clôturant à 19,29 l'unité. Au cours de sa conférence, la Fed a annoncé qu'elle prévoyait de réduire à nouveau son taux directeur de 50 pdb cette année et de 100 pdb supplémentaires en 2025 dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes. Le différentiel de taux entre Banxico et la Fed, qui avait chuté à 525 pdb en août suite à la baisse de 25 pdb du taux directeur de Banxico, s'est établi désormais à 575 pdb.

Selon le ministère de l'Economie mexicain, le Mexique aurait battu son record d'exportations en 2023, atteignant 593 Mds USD au niveau mondial confirmant sa place de première puissance exportatrice d'Amérique latine. Ce chiffre inclurait notamment 508 Mds USD d'exportations à destination des États-Unis et du Canada, ses principaux partenaires dans le cadre du Traité de Libre-Échange (T-MEC). Le pays se distinguerait comme premier exportateur mondial de fraises, de bière, d'avocats, de tomates et de tracteurs routiers. En plus de ces produits, le Mexique se positionnerait au 4e rang mondial pour l'exportation de véhicules lourds, de sucre, de pièces détachées et de dispositifs médicaux. Le ministère de l'Economie rappelle par ailleurs que, grâce à ses 14 accords de libre-échange, le Mexique disposerait d'un accès privilégié à plus de 1 300 M de consommateurs à travers le monde, ce qui stimulerait le dynamisme de son commerce extérieur et renforcerait ses échanges internationaux. Les États-Unis resteraient le premier partenaire commercial du Mexique, avec des échanges totalisant 475,2 Mds USD, suivis par la Chine et le Canada, respectivement avec 426,9 Mds USD et 418,6 Mds USD.

Selon le dernier rapport de la Banque centrale du Mexique (Banxico) « l'activité économique est restée atone dans toutes les régions [du Mexique] au deuxième trimestre 2024 ». Ainsi, au deuxième trimestre 2024, la faiblesse marquée de l'activité économique nationale, observée depuis le quatrième trimestre 2023, aurait perduré. Après une contraction de -0,06 % au dernier trimestre 2023 et une faible progression de 0,11 % au premier trimestre 2024, le PIB aurait augmenté de 0,16 % entre avril et juin. La croissance du secteur industriel, en légère progression de 0,26 % par rapport au trimestre précédent, resterait

insuffisante pour compenser les baisses enregistrées lors des deux trimestres précédents. Les services auraient quant à eux enregistré une faible hausse de 0,14 %, marquant un ralentissement par rapport aux premiers trimestres de 2023. Enfin, les activités primaires auraient reculé de 0,24 % par rapport au trimestre précédent. A noter que le sud du pays conserverait des niveaux de croissance plus élevés qu'avant la pandémie, surpassant ainsi les autres régions (nord, centre, et centre-nord). Ainsi par exemple, au deuxième trimestre 2024, l'industrie manufacturière s'est contractée dans le nord et le centre du pays, tandis qu'elle s'est développée dans le centre et le sud du Mexique.

Finances publiques

Au cours des huit premiers mois de 2024, le Service de l'administration fiscale (SAT) a collecté 9,96 Mds USD, ce qui correspond à une augmentation de 134 % par rapport à la même période en 2018. Alors qu'il n'y a pas eu d'augmentation d'impôts, l'augmentation du recouvrement par la SAT au cours du mandat du président AMLO a notamment été permise par une grande efficacité du recouvrement par le biais de trois programmes (le Respect des obligations, la Surveillance approfondie et le Recouvrement coactif) « *qui permettent d'identifier à temps les omissions ou les incohérences dans l'accomplissement des obligations fiscales et le recouvrement des dettes fiscales* » d'après la SAT. L'administration fiscale a en outre indiqué que, dans le cadre de ses efforts pour rendre les dépenses publiques plus efficaces, elle a enregistré en 2024 les coûts de collecte les plus bas jamais enregistrés, soit 24 centimes pour 100 pesos collectés. Pour rappel, la semaine dernière, la présidente élue Claudia Sheinbaum a ratifié la reconduction d'Antonio Martínez Dagnino à la tête du SAT, envoyant un signal de continuité par rapport à la politique fiscale mise en œuvre par son prédécesseur.

Le mandat du Président AMLO s'achèverait, avec une dette de 342,36 Mds USD, enregistrant sa plus forte augmentation de l'histoire au cours d'un sexennat. Le gouvernement a en outre alloué 34,4 Mds USD au coût financier de la dette entre janvier et juillet 2024 (+ 4,1 % g.a.). Le service de la dette pourrait augmenter considérablement si le Mexique perdait sa qualification *investment grade* auprès des différentes agences de notation, qui ont exprimé leurs inquiétudes suite à l'approbation de la réforme judiciaire la semaine dernière prévoyant notamment l'élection des juges et magistrats au suffrage direct.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	11/09/2024
Bourse (IPC)	3,06%	0,70%	52 754,6 points
Change MXN/USD	-2,53%	12,80%	19,27
Change MXN/EUR	-1,33%	18,01%	21,50
Prix du baril mexicain	6,87%	-25,43%	65,61

Amérique centrale

Costa Rica

Le déficit budgétaire du gouvernement costaricien s'est creusé au cours des sept premiers mois de 2024, et serait équivalent à 1,8 % du PIB, selon le ministère des Finances. Le déficit a augmenté de 0,6 point de pourcentage (pp) de PIB par rapport à la même période de l'année précédente où il s'élevait à environ 1,3 % du PIB. Le ministère des Finances attribue cette détérioration à une diminution du solde primaire de 0,4 pp du PIB et à une augmentation de 0,1 pp du PIB des paiements d'intérêts sur la dette publique, qui ont atteint 2,8 % du PIB en juillet.

La banque du Costa Rica (BCR) aurait accordé des financements à hauteur de près de 12 M USD pour des projets éoliens et hydroélectriques afin de promouvoir la durabilité énergétique du pays. Le financement accordé à l'Institut costaricien de l'électricité (ICE) pour la centrale éolienne de Tehona s'élèverait à 72 236 USD, et celui pour l'optimisation de la centrale hydroélectrique de Doña Julia s'élèverait à 11 M USD. Cette dernière est considérée comme essentielle pour la région, car elle couvrirait l'intégralité de

la demande en énergie pendant la saison des pluies et au moins 60 % le reste de l'année. La BCR s'engagerait également en faveur de l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables, en soutenant des projets tels que l'usine municipale de gazéification des déchets solides de la coopérative Coopeguanacaste par l'émission d'obligations vertes.

Le régime de pension d'invalidité, de vieillesse et de décès (IVM) de la Caisse de Sécurité sociale enregistrerait un déficit de 147 M USD, d'après un rapport actuariel présenté au Conseil d'administration de la Caisse costaricienne de sécurité sociale (CCSS). Les revenus des cotisations ne seraient donc pas suffisants pour couvrir les dépenses de retraites, et la capacité de l'IVM à payer les pensions pourrait être compromise à partir de 2047.

El Salvador

Au cours des sept premiers mois de l'année, les importations auraient représenté près du triple des exportations du pays. Les exportations auraient totalisé au cours de la période 3,8 Mds USD, soit une baisse de 5,6 % g.a., tandis que les importations auraient très légèrement augmenté de 0,7 % g.a. avec une valeur totale enregistrée de 9,1 Mds USD. Le déficit commercial aurait augmenté de 5,8% au cours des sept premiers mois 2024, passant de Mds USD à 5,3 Mds USD.

Le gouvernement aurait annoncé vouloir développer cinq nouvelles zones franches. Selon le ministère de l'Economie les nouvelles installations devraient permettre de diversifier l'offre nationale (zones franches majoritairement centrées sur la production de textile par le biais des *maquilas*) et notamment produire des structures métalliques, des pièces automobiles, des denrées alimentaires et du textile. Le pays compte aujourd'hui 17 zones franches abritant 120 entreprises et employant 57 000 personnes directement et 126 000 indirectement.

La valeur des exportations vers la Chine aurait augmenté de 536 % g.a. au cours des sept premiers mois de l'année. Selon la Banque centrale, les ventes seraient passées de 7,1 M USD à 47,1 M USD et le volume des exportations aurait augmenté de 13 486 % g.a. positionnant la Chine à la neuvième place des exportations salvadoriennes, représentant 1,2 % du total des ventes. Les deux pays ont entamé en fin d'année 2023 des négociations afin de convenir d'un traité de libre-échange.

Guatemala

A partir de janvier 2025 les exportations guatémaltèques ne devraient plus bénéficier de tarifs préférentiels avec le Canada. Le gouvernement canadien aurait annoncé vouloir retirer le Guatemala du système de préférences

généralisées (SPG) prévus pour les pays en développement puisque le pays a été nouvellement classé comme « pays à revenu intermédiaire supérieur » par la Banque mondiale. Le Canada fait partie des dix principaux partenaires commerciaux du Guatemala.

Au cours des huit premiers mois le pays aurait reçu plus de 14 Mds USD d'envoi de fonds (remesas). En août 2024, le Guatemala aurait pour la première fois atteint les 2 Mds USD de *remesas* reçues au cours d'un seul mois, dépassant la valeur générée par les exportations nationales. Ce nouveau record s'inscrirait dans le cadre d'une augmentation générale des envois de fonds reçus au cours des huit premiers mois de l'année (+8% g.a. soit 1 Md USD de plus que pendant les huit premiers mois 2023), principalement en provenance des Etats-Unis.

Honduras

Au cours du premier semestre 2024 les importations de combustibles auraient augmenté de 7,3 % g.a. Selon la Banque centrale le volume acheté à l'étranger aurait été de 12,4 M de barils, soit 846 000 de plus qu'au premier semestre 2023. Les importations de diesel, de gazole et de gaz liquide auraient connu une augmentation respective de 6 % g.a., 8 % g.a. et 5 % g.a., le kérozène étant le seul combustible à connaître une contraction (17 % g.a.). La baisse des prix internationaux et la hausse de la demande intérieure stimulée par l'augmentation du parc automobile pourraient expliquer cette hausse.

Le déficit commercial aurait augmenté de 15 % g.a. au cours des sept premiers mois de l'année. Selon la Banque centrale les exportations auraient totalisé 6,7 Mds USD soit une baisse de 4 % g.a. tandis que les importations auraient connu une hausse de 2,4 % g.a., s'élevant à 11,4 Mds USD. Le déficit aurait alors été de 600 M USD plus élevé que lors des sept premiers mois de 2023, s'élevant à 4,6 Mds USD. Les Etats-Unis qui représentent 45 % des exportations resteraient le principal partenaire du Honduras.

Nicaragua

La Banque centrale aurait annoncé une croissance de 4,7 % g.a. au premier semestre 2024. Le PIB aurait en effet maintenu sa trajectoire de croissance au T2 2024 à 4,4 % g.a. (contre 4,9 % g.a. au T1 2024), croissance qui a notamment été tirée par les secteurs de l'électricité (+ 14 % g.a.), de l'hôtellerie et de la restauration (+9 % g.a.) et du commerce (+9 % g.a.). Elle a en outre été soutenue par la demande intérieure, en raison de la croissance de la consommation (+6 % g.a.) et de l'investissement en capital fixe (+6,5 % g.a.). Pour 2024, la Banque centrale estime que la croissance économique se situera entre 3,5 % et 4,5 %, avec une inflation comprise entre 3,5 % et 4,5 %. Le FMI quant à lui prévoirait une croissance de 3,5 % g.a. pour l'année 2024.

Panama

Le PIB du Panama aurait augmenté de 2,2 % au premier semestre 2024 selon l'Institut National des Etudes et du Recensement (INEC), contre 8,2 % au premier semestre 2023. Le secteur de la construction, les transports, le commerce, le secteur financier, le tourisme et les télécommunications auraient tiré positivement la croissance. Au cours du deuxième trimestre de 2024, le PIB trimestriel aurait atteint 18,25 Mds USD. Des baisses auraient malgré tout été observées dans des secteurs tels que les recettes de péage du canal de Panama, qui auraient diminué de 11,7%, et dans les activités de la zone franche de Colon, avec une contraction estimée à 12,5%. L'exploitation minière et l'exploitation en carrière ont également été impactées négativement en raison de la fermeture de la principale mine de cuivre du pays.

Les bénéfices nets du Canal de Panama pour l'exercice fiscal 2024 seraient estimés à 3,5 Mds USD. Selon l'administrateur du Canal de Panama, 36 transits de navires sont actuellement autorisés chaque jour contre 22 en novembre dernier. L'administrateur aurait par ailleurs précisé que, d'octobre 2023 à juin 2024, soit les neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2024, le canal aurait déjà enregistré 8 227 passages et le transit de 303,8 M de tonnes de marchandises. Ce résultat aurait notamment été permis grâce à une meilleure gestion des ressources en eau et l'optimisation des réservations de passage des bateaux. 8 Mds USD devraient être investis dans les années à venir en faveur du développement du Canal, permettant non seulement pour l'essor du Panama en tant que hub central dans le commerce international, mais aussi afin d'améliorer la gestion des ressources hydriques.

4,85 Mds USD seraient nécessaires au cours des 15 prochaines années pour faire face à la crise d'approvisionnement en eau, selon le directeur sortant de l'Institut national des aqueducs et égouts (IDAAN). Actuellement, 300 000 Panaméens ne disposeraient pas d'un accès formel à l'eau potable. L'expansion des villes, en particulier dans les quartiers périphériques, représente par ailleurs un défi majeur en termes de développement des infrastructures hydriques (ex : extension du réseau d'aqueducs). Les défis les plus urgents seraient la construction de stations de production d'eau potable, l'installation de 2 500 km supplémentaires de canalisations ainsi que le développement de la station d'épuration de Bayano qui serait la seconde plus grande du pays après Chilibre. La poursuite de la transformation institutionnelle de l'IDAAB serait également nécessaire selon le directeur sortant. Ce dernier a rappelé qu'au cours des cinq dernières années (2019-2024), plus d'un milliard de dollars auraient été alloués à l'IDAAN en budget d'investissement, dont 85% auraient déjà été exécutés. Le directeur sortant laisse un plan stratégique à la prochaine administration (2024-2029) qui suppose notamment des investissements de 2 Mds USD sur la période.

Le secteur touristique aurait engendré 973 M USD de retombées économiques au premier semestre 2024, selon le Fonds national de promotion du tourisme (Promtur). D'ici fin 2024, l'objectif serait d'atteindre 1,8 Md USD. Ce résultat résulterait principalement de l'essor du tourisme d'affaires ainsi que des campagnes réalisées avec Air Europa, Copa Airlines et E-Dreams. Selon les prévisions de Promtur, le Panama devrait recevoir près de 2 M de touristes cette année, une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Les touristes proviendraient en majorité des Etats-Unis, de la Colombie, du Costa Rica, du Brésil, de l'Argentine et de la France, même si cette dernière a réduit la fréquence des vols au premier trimestre et prévoit d'utiliser des avions plus petits pour le reste de l'année.

Le Président Mulino a annoncé deux mesures afin de sauver la Caisse de sécurité sociale (CSS) et en particulier le programme Invalidité, vieillesse et décès (IVM) ainsi que l'unification du système d'achat de médicaments et un transfert de l'Institut oncologique national pour améliorer son fonctionnement. Aujourd'hui, près de 20 % des médicaments ne seraient pas disponibles et la CSS ne disposerait que de 44 % du matériel chirurgical nécessaire. En conséquence, plus de 19 300 interventions chirurgicales auraient été retardées. Le Président aurait souligné la nécessité d'une réforme structurelle de la CSS, passant notamment par une modernisation et une numérisation des services. Une table ronde est actuellement organisée depuis le 16 septembre et jusqu'au 31 octobre, à laquelle participent divers acteurs clés.

Caraïbes

En 2023, le commerce entre la Chine et les pays des Caraïbes aurait atteint 11,8 Mds USD, soit dix fois plus qu'en 2003. À l'issue de la Conférence ministérielle du 4e Forum de coopération économique et commerciale Chine-Caraïbes, qui s'est tenue en septembre 2024 à Hainan, en Chine, la volonté d'approfondir la coopération pragmatique, économique et commerciale entre les deux parties a été réaffirmée. Au cours des 20 dernières années, le commerce entre la Chine et les Caraïbes aurait augmenté à un taux annuel moyen de 13 %.

La Banque de développement des Caraïbes (BDC), basée à la Barbade, finance une étude de faisabilité pour la création d'un mécanisme de crédit pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME). L'étude, budgétée pour un montant de 160 000 USD, devrait explorer des solutions viables aux défis récurrents auxquels les MPME sont confrontées pour accéder aux financements bancaires et ouvrirait potentiellement la voie à des structures de soutien financier améliorées à l'avenir. L'objectif serait de transformer le paysage

financier des MPME dans les Caraïbes afin de favoriser un secteur privé plus innovant, inclusif et résilient.

Jamaïque

L'inflation aurait atteint 6,5 % en glissement annuel en août 2024, légèrement au-dessus de l'intervalle de 4-6 % ciblé par la Banque de Jamaïque (BOJ) considéré comme optimal pour soutenir la croissance à long terme du pays, et compatible avec la réduction programmée de la dette publique.

Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sont invitées par le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement et du Commerce, à entamer leur transformation numérique pour rester compétitives dans l'économie mondiale. La Jamaïque, par l'intermédiaire de la Jamaica Business Development Corporation (JBDC), collabore avec l'Union européenne pour accroître l'accès équitable aux technologies de l'information et de la communication (TIC) dans tout le pays. Cet objectif serait en bonne progression grâce à une initiative de 9,5 M EUR, lancée en octobre 2023, baptisée « Jamaïque numérique », financée par l'UE.

Cuba

À Cuba, les conditions de vie continuent à se dégrader. Alors que la situation est déjà tendue depuis plusieurs mois, la société publique Union Eléctrica (UNE) annonce une nouvelle vague de coupures d'électricité. L'arrêt de plusieurs unités de production d'électricité, causé notamment par le manque de carburant, conduit à une forte contraction de l'offre électrique. Ainsi, seulement 70% de la demande énergétique de l'île peut être satisfaite, ce qui représente plus de 6 heures de coupures de courant par jour en moyenne à Cuba. Les pénuries épisodiques de carburant sont récurrentes dans le pays. Cette situation complique encore davantage le quotidien de la population. Les restrictions, voire suspensions, des transports en commun dans certaines provinces obligent les habitants à recourir à d'autres alternatives. Par ailleurs, les autorités cubaines ont à nouveau confirmé des difficultés dans l'approvisionnement de blé. En plus, la farine, produite localement, doit être transportée vers les lieux de production, ce qui devient difficile dans les conditions actuelles. En conséquence, le gouvernement a annoncé la réduction de la taille du pain vendu via la carte de rationnement, qui pèsera désormais 60 grammes (contre 80 grammes auparavant). Le prix a été également modifié, passant ainsi, de 1 peso cubain à 0,75 centimes. Cette mesure vise à garantir l'accès quotidien à ce produit alimentaire de base, dont la production nécessiterait près de 700 tonnes de farine par jour.

Haïti

Le 16 septembre 2024, l'Administration générale des douanes haïtienne a annoncé avoir collecté plus de 9 Mds HTG, soit 61,7 M EUR, en août 2024.

Bien que les recettes aient diminué par rapport aux 10,7 Mds HTG (72,9 M EUR) collectées en août 2023, cette performance reste notable car c'est la deuxième fois dans toute l'histoire des douanes haïtiennes où les recettes pour un mois d'août dépassent 9 Mds HTG (61,4 M EUR). En août 2022, le montant des recettes était de 7,9 Mds HTG (53,8 M EUR) ; 3,8 Mds HTG (25,9 M EUR) en août 2021 et 3,2 Mds HTG (21,8 M EUR) en août 2020. Les autorités douanières continuent de travailler pour améliorer les recettes fiscales malgré les défis économiques et sécuritaires du pays.

République Dominicaine

La Banque centrale de la République Dominicaine (BCRD) a récemment publié les chiffres relatifs aux transferts de fonds (remesas) pour la période de janvier à août 2024, révélant une augmentation de 5,1 % en glissement annuel. Par rapport à la même période en 2023, les flux de transferts de fonds ont augmenté de 342 M USD, atteignant un total de 7,1 Mds USD. La performance économique des États-Unis au cours de cette période a été l'un des principaux facteurs influençant cette croissance, étant donné que 82 % des transferts de fonds d'août 2024 provenaient de ce pays. En effet, la création de 142 000 emplois ainsi que la stabilité du taux de chômage aux États-Unis (4,2 % en août 2024 contre 4,3 % en juillet) ont participé à la hausse des transferts de fonds vers la République Dominicaine.

Trinité-et-Tobago

Le secteur financier de T&T serait resté solide et résilient et serait capable de résister à des chocs macrofinanciers à court terme, selon le dernier rapport sur la stabilité financière de la Banque centrale. Cela serait dû à une plus grande utilisation des technologies numériques et à des avancées dans les domaines de la gouvernance et de la compliance. Les principaux risques auxquels serait confronté le système financier local sont l'exposition de la dette souveraine, les cyberattaques, la faiblesse des réserves de liquidités et des coûts d'assurance plus élevés liés au changement climatique.

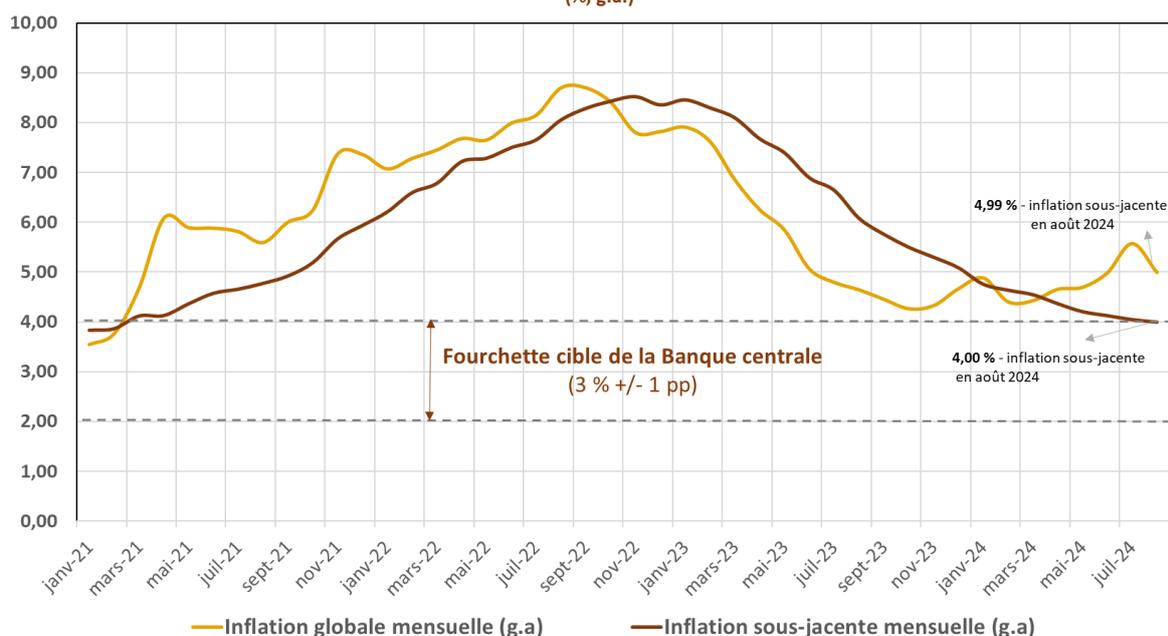
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	10,75%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	4,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00%
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	4,00%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00%
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	6,75%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	6,75%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

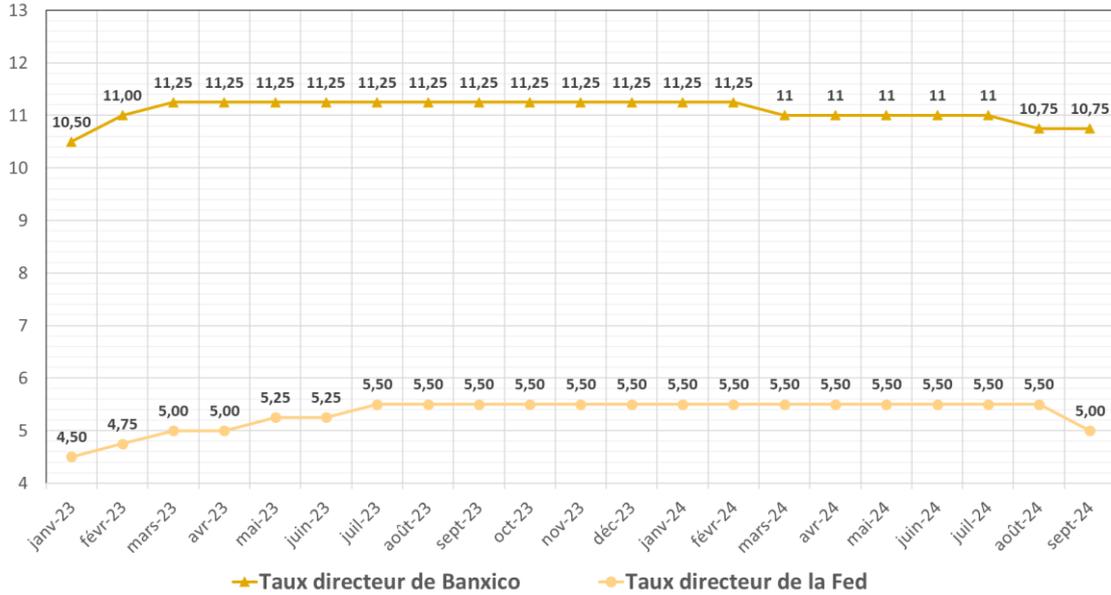
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

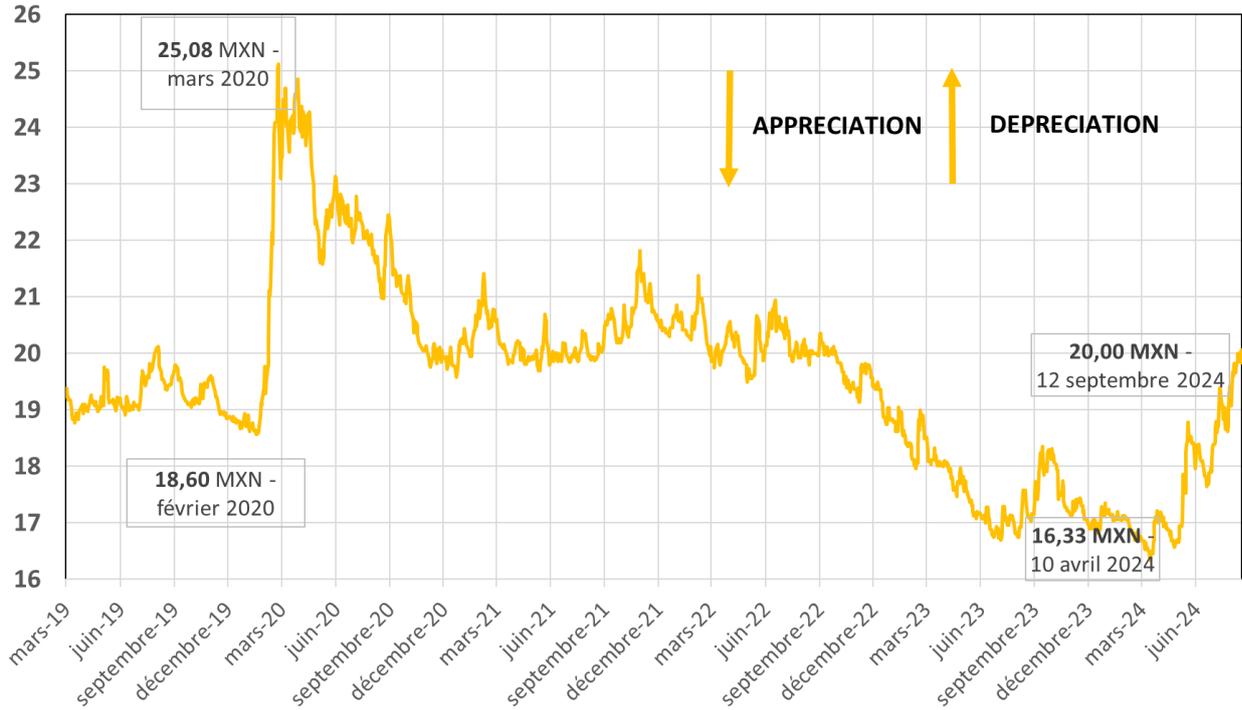


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

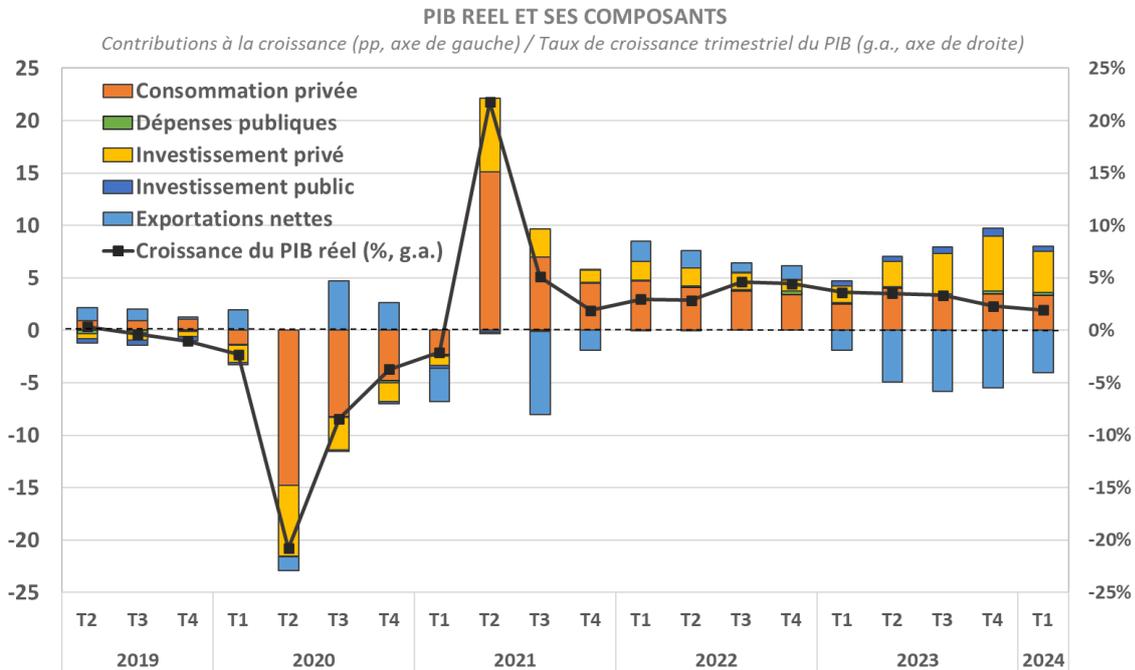
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,75	5,00	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

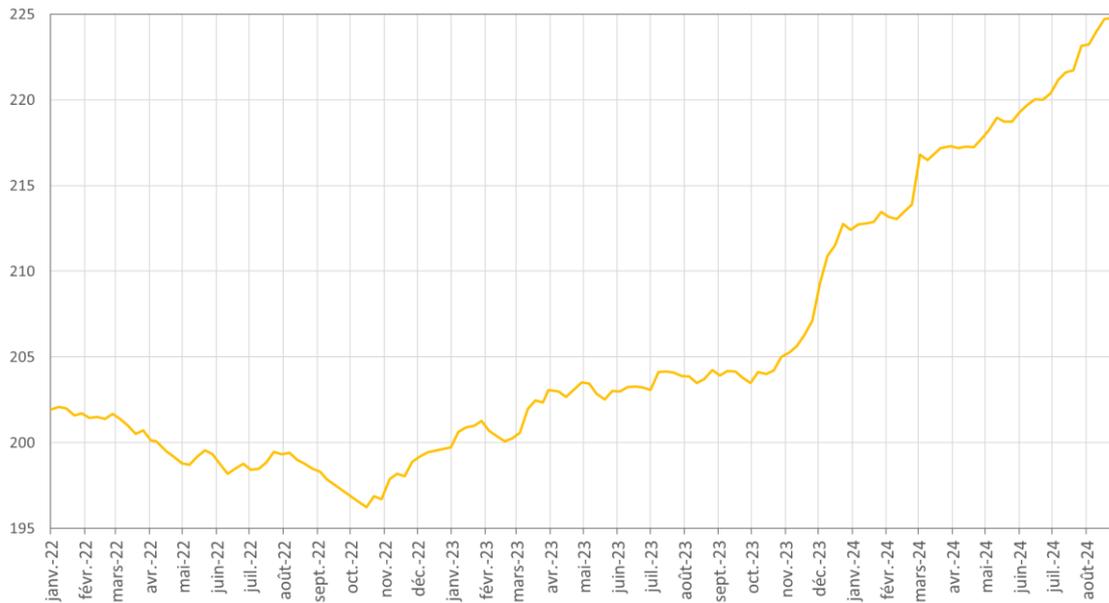


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr